

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Jeudi 19 mars 1953, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements: rapport de la Commission du désarmement (A/2127, A/2226, A/C.1/L.30 et A/C.1/L.31) [suite]..... 489

Président: M. João Carlos MUNIZ (Brésil).

Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements: rapport de la Commission du désarmement (A/2127, A/2226, A/C.1/L.30 et A/C.1/L.31) [suite]

[Point 17*]

1. Le PRESIDENT indique que la liste des orateurs sera close le 19 mars 1953 à 17 heures.

2. M. VON BALLUSECK (Pays-Bas) rappelle que son pays a été membre de la Commission du désarmement durant toute la période où elle a fonctionné et que, par conséquent, sa délégation accepte les responsabilités que lui confère cette participation aux travaux de la Commission. Il souligne que la tâche de la Commission était de préparer des propositions, ainsi que l'indique le paragraphe 3 de la résolution 502 (VI) de l'Assemblée générale, et non de prendre des décisions définitives. La Commission a donc été comme un organe technique. La résolution de l'Assemblée générale chargeait la Commission d'élaborer avant tout un système de divulgation et de vérification progressives et continues de toutes les forces armées et de tous les armements. Cela était logique, étant donné qu'un tel système constitue la base indispensable à un désarmement efficace et contrôlé.

3. Dès le début, les travaux de la Commission furent entravés par la divergence d'opinions qui existait entre l'Union soviétique, d'une part, et la majorité de la Commission, d'autre part. La majorité estimait, en effet, qu'il fallait commencer par le commencement, c'est-à-dire par la préparation de propositions visant à un inventaire contrôlé de tous les armements et forces armées et ressources atomiques, alors que l'Union soviétique, préférant commencer par la fin, insistait pour que des décisions définitives soient prises immédiatement sur les points suivants: premièrement, interdiction inconditionnelle de l'arme atomique et de toutes les autres armes de destruction massive ainsi que l'établissement d'un contrôle international rigoureux de l'application de cette interdiction, étant entendu que

l'interdiction et le contrôle seraient mis en vigueur simultanément; deuxièmement, réduction d'un tiers des armements et des forces armées des cinq grandes Puissances, dans un délai d'un an, et convocation d'une conférence mondiale; troisièmement, obligation pour tous les Etats de fournir des renseignements officiels complets sur l'état de leurs armements et de leurs forces armées. La proposition se référait ensuite au problème de la guerre bactérienne, à l'établissement de projets de convention ayant trait à l'interdiction de l'arme atomique et de l'arme bactérienne et à la création d'un organe de contrôle à cet égard. De telles décisions prématurées et manquant de précisions techniques, de préparations et de garanties d'exécution, seraient évidemment de valeur nulle, sauf peut-être dans des buts de propagande parmi la population de pays où il n'existe plus de libre critique.

4. Les peuples du monde libre attendent plus que des phrases vides. Ils recherchent la sécurité dans un monde où ils savent qu'elle doit reposer sur un système de contrôle et d'équilibre. Dans ces pays on n'interdit pas les crimes sans avoir au préalable organisé les forces policières nécessaires au contrôle. Les mesures tendant à un désarmement nécessitent un développement progressif dont le premier stage doit être un inventaire des armements existants, suivi d'une vérification des renseignements fournis. Ce n'est qu'ensuite que l'on pourra réduire ces armements en commençant, par exemple, par les moins importants pour progresser jusqu'aux plus dangereux par étapes successives, chacune d'elles exigeant un contrôle plus étendu que la précédente. Il serait criminel de donner au monde un faux sentiment de sécurité par des pseudo-solutions qui exposeraient ceux qui se seraient affaiblis à l'agression de ceux qui, grâce à l'absence de contrôle, auraient conservé ou augmenté leur puissance militaire. Les propositions de l'URSS n'ont pas varié depuis l'origine du débat. Elles se présentent comme une sorte de raccourci, alors que la route qui mène à la paix et à la sécurité ne peut être trouvée qu'en employant des solutions méthodiques et réalistes. La Commission du désarmement devra isoler et résoudre séparément chaque partie du problème, avancer du particulier au général. C'est ainsi seulement qu'elle pourra aboutir à des conclusions

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

d'ensemble. Les décisions de principe se trouvent énoncées dans la résolution 502 (VI) et il n'est donc pas nécessaire que la Commission du désarmement, organe auxiliaire de l'Assemblée générale, se prononce à nouveau sur des points déjà tranchés.

5. Bien que les résultats obtenus jusqu'à présent par la Commission aient été minces, celle-ci a procédé à un très utile travail de déblaiement. Les propositions présentées par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis sur certains aspects du problème ont été extrêmement constructives, par exemple celles qui tendent à fixer des plafonds numériques aux effectifs militaires ou les propositions complémentaires portant sur le type et la quantité d'armement dont seraient dotés ces effectifs autorisés. Elles pouvaient permettre d'aborder l'un des éléments concrets du problème et d'aboutir à une solution provisoire partielle susceptible, à un stade ultérieur, de trouver place dans la solution d'ensemble. C'est dans ce sens que la Commission doit poursuivre sa tâche. La route est sans doute longue et ardue mais il faut, sans céder au découragement, garder en vue l'importance du but recherché. C'est dans cet esprit que la délégation des Pays-Bas s'est jointe aux autres auteurs du projet de résolution des quatorze Puissances (A/C.1/L.30).

6. M. KNOX MUNRO (Nouvelle-Zélande) estime qu'une réponse positive du représentant de l'URSS aux questions posées la veille (577ème séance) par le représentant des Etats-Unis permettrait à la Première Commission de trouver un encouragement dans la déclaration faite par le Premier Ministre de l'URSS, M. Malenkov, le 15 mars 1953, au sein du Soviet suprême, lorsqu'il déclarait que le Gouvernement de l'URSS poursuivrait inébranlablement sa politique éprouvée, visant au maintien et au renforcement de la paix, et ajoutait qu'à l'heure actuelle il n'y a aucune question en suspens qui ne puisse être réglée pacifiquement par des négociations entre les pays intéressés.

7. Tout progrès dans le domaine du désarmement est étroitement lié aux perspectives d'amélioration des relations internationales et ne peut être engendré par un coup de baguette magique. Il doit être le corollaire d'un sentiment croissant de sécurité et c'est sur ce point que se révèlent les divergences fondamentales entre le monde soviétique et le monde non soviétique. Ce matin même la presse rapportait qu'un éminent théoricien soviétique, M. Tchesnokov, affirmait, dans un article de la *Pravda*, qu'aussi longtemps que l'encerclement capitaliste continuerait, tout devrait être mis en œuvre pour renforcer la puissance soviétique, en particulier celle des forces armées. De telles opinions forment un accompagnement déprimant aux déclarations de M. Malenkov.

8. Les propositions tripartites ont marqué un pas considérable vers la définition d'un programme concret de désarmement ainsi qu'un progrès par rapport aux lignes générales tracées par l'Assemblée à la sixième session. Mais l'URSS les a rejetées et insiste que l'on s'en tienne à ses propres propositions repoussées à plusieurs reprises par l'Assemblée. L'historique du problème du désarmement, depuis les conférences de la paix de 1899 et de 1907, en passant par la Société des Nations, ainsi que les expériences d'après la deuxième guerre mondiale ne sont pas encourageantes. Malgré tout, la délégation de la Nouvelle-Zélande estime que les efforts dans ce domaine si complexe doivent être poursuivis en raison de l'importance de la tâche

et des espoirs de l'humanité. C'est pourquoi la délégation de la Nouvelle-Zélande votera en faveur du projet de résolution des quatorze Puissances.

9. Le monde entier attend la décision du Gouvernement de l'Union soviétique; car, avant que celui-ci ne soit disposé à réduire sa puissance militaire, aucun pays n'osera désarmer, et tant qu'une réponse concrète n'aura pas été donnée aux questions du représentant des Etats-Unis, la discussion du problème du désarmement risquera d'être stérile.

10. M. WEI (Chine) estime qu'il convient d'analyser la situation qui a mené à l'échec les travaux de la Commission du désarmement parce que le plan de l'URSS dans ce domaine, bien qu'il ait été rejeté à plusieurs reprises par l'Assemblée générale, se trouve de nouveau à son ordre du jour sous la forme d'une proposition polonaise (A/2229). Le problème n'est pas un problème opposant l'Orient à l'Occident, c'est un dilemme entre le bien et le mal, la sécurité et le suicide. La condition essentielle du désarmement est qu'il y ait un monde ouvert à tous, car, tant que le secret est maintenu en matière de forces armées et d'armement, la confiance internationale ne saurait régner et par conséquent le désarmement ne sera pas possible. La condition nécessaire à l'existence d'un monde ouvert est l'acceptation, par tous les gouvernements, de la vérification par un service d'inspection international chargé de s'assurer que les termes des accords sur le désarmement sont respectés. Le rideau de fer constitue à l'heure actuelle l'obstacle le plus grave au désarmement mondial, parce que derrière lui règne le secret. Tout ce que l'on sait est qu'il s'y trouve des armées importantes, dont certaines sont utilisées contre les forces des Nations Unies. Des bombes atomiques y sont fabriquées: le généralissime Staline lui-même a reconnu que des explosions atomiques y ont eu lieu.

11. Dans le domaine de l'énergie atomique, ce que le plan de l'Union soviétique appelle un contrôle international rigoureux ne constituerait qu'une inspection internationale portant uniquement sur les mines, les usines et les stocks déclarés, c'est-à-dire sur ce que le Gouvernement de l'URSS voudra bien signaler à l'attention de l'organe international de contrôle. L'URSS n'accepterait une inspection générale de son territoire qu'au cas où des soupçons concrets existeraient, un tel cas ayant peu de chances de se présenter dans un pays où il n'existe ni liberté d'information, ni liberté de mouvement.

12. En ce qui concerne le désarmement général, le plan de l'URSS prévoit que la divulgation de la situation des forces armées existant dans tous les Etats serait divulguée en une seule fois, à l'époque où les décisions sur l'interdiction de l'arme atomique et la réduction des armements seraient prises par l'Assemblée générale. Cette divulgation, ainsi que la vérification, ne porterait que sur les données officielles fournies par les Etats et l'inspection permanente ne serait permise que dans la mesure où il n'y aurait pas intervention dans les affaires intérieures des Etats. Ce plan ne donnerait aucune assurance sur le caractère complet des renseignements officiels et il ne pourrait garantir que des activités secrètes ne soient menées en violation de l'accord. Le but de toutes les propositions présentées par l'URSS en ce qui concerne le contrôle de l'énergie atomique et le désarmement est en toute évidence de désarmer le monde libre, en échange de promesses, sans garantie d'exécution, de la part de l'URSS. Si

l'URSS désire sincèrement le désarmement, elle doit accepter un système général d'inspection internationale. Etant donné l'existence du rideau de fer et l'important potentiel industriel de l'URSS, ainsi que la politique agressive, le monde libre ne peut ni ne doit désarmer unilatéralement.

13. L'un des principaux objectifs de la Commission du désarmement doit être un accord sur le principe d'inspection internationale et sur le principe de la divulgation et de la vérification progressives. Lorsqu'un tel accord aura été réalisé, le nombre des étapes et les éléments constituant chacune d'elles pourront être mis au point à la lumière des circonstances politiques et techniques. Les Etats-Unis ont déjà proposé un système comprenant cinq étapes. La France, dans un effort de conciliation, a proposé de réduire ce nombre à trois. La délégation de la Chine n'a pas, à l'heure actuelle, d'idées arrêtées, ni sur le nombre d'étapes à prévoir, ni sur les éléments que chacune d'elles devrait comprendre.

14. L'accord sur un système d'inspection internationale ne saurait assurer à lui seul l'élimination de l'arme atomique. Comme l'a souligné la Commission de l'énergie atomique, de telles armes peuvent être fabriquées illégalement en employant l'une des trois méthodes suivantes. La première est l'exploitation de mines et le fonctionnement de fabriques en secret; il est possible d'y parer en autorisant les inspecteurs à se déplacer librement dans tous les pays. La deuxième méthode consisterait à détourner des matières premières atomiques des usines et des mines contrôlées. En employant du combustible nucléaire, soustrait dans les usines de séparation des isotopes et dans les réacteurs, il est facile de produire rapidement des armes atomiques dans de toutes petites usines. Dès 1947, un expert soviétique avait déjà reconnu, au sein de la Commission de l'énergie atomique, que la gestion directe des installations atomiques, plutôt que leur inspection, serait nécessaire pour empêcher les détournements de combustibles nucléaires. Etant donné que le représentant de l'URSS accuse l'Organisation des Nations Unies de vouloir, par le plan adopté en 1948, dominer le monde au profit des milieux dirigeants des Etats-Unis, il convient de souligner que le problème du contrôle efficace de l'énergie atomique ne peut être résolu que par des experts travaillant dans la sérénité. Il y a maintenant des experts des deux côtés du rideau de fer, et il devrait être plus facile d'élaborer un système de contrôle que ce ne l'était en 1947. La troisième méthode, permettant de produire illégalement des armes atomiques, consisterait à saisir des installations atomiques et à les convertir à des fins militaires. Ce danger existera quel que soit le système de contrôle en vigueur, mais pourra être réduit au minimum par une exploitation internationale, sur une base coopérative, de l'énergie atomique avec une répartition appropriée des installations dans les différents pays du monde. Tout système de contrôle doit parer à ces trois méthodes de fabrication illégale d'armes atomiques s'il tient à être efficace.

15. En ce qui concerne l'arme bactérienne, la délégation de la Chine reviendra sur cette question lorsque la Commission traitera du point de l'ordre du jour qui concerne ce problème. Il suffit pour l'instant de déclarer qu'elle est en faveur de l'élimination de cette arme, mais que le protocole de Genève ne suffit pas pour empêcher son usage. Bien que, techniquement,

il soit difficile de déceler la production de cette arme, il serait possible de l'éliminer dans un monde ouvert et il y a lieu de croire qu'une solution satisfaisante de la question de l'énergie atomique fournira la clef du contrôle et de l'élimination d'autres armées de destruction massive.

16. En ce qui a trait à la réduction des forces armées et des armements de type classique, la proposition de l'Union soviétique doit être rejetée pour les raisons que l'on sait; M. Wei estime qu'une réglementation des forces armées au moyen d'une limitation numérique constitue un excellent point de départ. Toute proposition concrète de limitation numérique que cette dernière préconise semble cependant être d'importance secondaire; en effet, sans accord sur un système de divulgation, de vérification et d'inspection internationale générale, elle serait dépourvue de valeur pratique et présenterait les mêmes défauts intrinsèques que la proposition de l'Union soviétique.

17. Ce qui importe avant tout, ce que le bon sens aussi bien que la technique exigent comme condition préalable au contrôle de l'énergie atomique et au désarmement, est l'existence d'un monde réellement libre. Le rideau de fer est l'ennemi commun de toute l'humanité. Il pourra être levé sous la pression d'une opinion publique bien renseignée, ainsi que grâce à l'établissement d'un système efficace de sécurité collective, et le monde sera alors prêt à entreprendre un désarmement véritable. C'est dans cet esprit que le représentant de la Chine invite la Commission à adopter le projet de résolution des quatorze Puissances dont sa délégation est l'un des auteurs.

18. En conclusion, il attire l'attention de la Commission sur la bibliographie internationale de l'énergie atomique recueillie par le Secrétariat. Cette bibliographie facilite considérablement l'échange international dans ce domaine et il convient de féliciter le Secrétariat de cette entreprise.

19. Sir Gladwyn JEBB (Royaume-Uni) souligne que l'accord existe en ce qui concerne l'objectif final, qui est évidemment un désarmement substantiel, alors que les divergences ont trait aux méthodes qui permettraient d'atteindre ce but. Le niveau actuel des armements impose un fardeau très lourd à tous les pays, y compris l'URSS. Sur la base même de ces intérêts, le Royaume-Uni souhaite aboutir à des résultats; cependant il se voit constamment accusé par les représentants de l'URSS de manque de sincérité. C'est pourquoi il convient de déterminer les responsabilités. La position de l'URSS sur l'ensemble du problème ne s'est pas, en vérité, modifiée considérablement depuis 1948. Elle consiste à déclarer que l'Assemblée devrait faire immédiatement une déclaration interdisant l'arme atomique, déclaration qui devrait être suivie, à une date indéterminée, d'un accord sur une méthode de contrôle. Cet accord devrait à son tour être suivi, à une date plus éloignée encore, d'un accord sur l'organisme international chargé d'appliquer le contrôle. Enfin, cet organisme pourrait exercer ses fonctions sur place. Les représentants de l'URSS ont maintes fois accusé la majorité de tenir trop au système d'étapes en ce qui concerne le plan des Nations Unies pour le contrôle de l'énergie atomique. En réalité, il semble que ce soient les propositions soviétiques qui envisagent un trop grand nombre d'étapes, chacune plus éloignée de la suivante que de celle qui la précède.

20. Quant au problème des forces armées et des armements de type classique, la position de l'URSS est moins défendable encore, étant donné qu'une simple réduction mathématique ne ferait que perpétuer et même aggraver la disparité actuelle entre les forces armées des différents pays. En fait, M. Vychinsky l'admet puisqu'il a déclaré, à la sixième session, que cette objection était sans importance réelle, parce que, après la première réduction, d'autres suivraient et un équilibre des forces militaires pourrait ainsi être atteint. Tous ces arguments ne paraissent guère convaincants ni satisfaisants du point de vue de la sécurité d'un pays quel qu'il soit. Le plan de l'URSS prévoit en tout cas à cet égard une série d'étapes tout comme dans le cas de l'énergie atomique.

21. La conclusion qui s'impose est que l'URSS demande des engagements aux autres sans être prête à s'engager elle-même. Son intention précise semble être de priver l'Occident des armes atomiques qui, à l'heure actuelle, constituent sa défense et sa principale sauvegarde contre la prépondérance soviétique en forces armées et en armements de type classique.

22. La Commission du désarmement a examiné consciencieusement les deux prétendues concessions faites à la sixième session de l'Assemblée générale (A/C.1/698) par le représentant de l'URSS. La première consistait à ajouter à la formule de l'URSS bien connue le membre de phrase suivant: "étant entendu que l'interdiction de l'arme atomique et le contrôle international seront mis en vigueur simultanément". La seconde consistait à déclarer que l'organe de contrôle international procéderait à une inspection continue, sans avoir le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats.

23. En ce qui concerne la première de ces "concessions", si l'URSS désirait sincèrement que l'interdiction de l'arme atomique entre en vigueur immédiatement, il est évident que cela ne pouvait avoir lieu en même temps que serait institué un contrôle international étant donné qu'aucun accord n'a pu être réalisé sur les méthodes de contrôle. Les débats ont indiqué clairement que les représentants de l'URSS entendaient gagner sur les deux points. D'une part, ils réclamaient une déclaration interdisant l'arme atomique dont le résultat serait de priver les Puissances occidentales de la défense que ces armes constituent; d'autre part, ils tentaient de se donner l'apparence de satisfaire le point de vue des Puissances occidentales en admettant que l'interdiction entrerait en vigueur seulement après l'établissement d'un système de contrôle international. La déclaration concernant l'interdiction n'aurait cependant aucune valeur immédiate puisque le contrôle ne serait établi que lorsque toutes les étapes du plan de l'Union soviétique auraient été exécutées.

24. En ce qui concerne la seconde prétendue concession, le représentant de l'URSS donna une réponse moins satisfaisante encore quand on lui demanda le sens exact de l'expression "inspection continue" et du membre de phrase relatif à l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats. La réponse fut que ces termes signifiaient ce qu'ils disaient, et rien d'autre. Comme l'on insistait, il déclara finalement qu'il n'expliquerait le sens exact de ces termes que si le représentant des Etats-Unis renonçait au plan de l'Organisation des Nations Unies relatif au contrôle de l'énergie atomique. Cela équivalait à exiger l'abandon d'un plan adopté

à plusieurs reprises par l'Assemblée générale, avant même que l'URSS ne daignât expliquer ses propres propositions.

25. Certes, le représentant de l'URSS introduisit un élément nouveau: une clause prévoyant l'interdiction immédiate de l'emploi de l'arme bactérienne et un rappel à l'ordre adressé à tous ceux qui violeraient cette interdiction. Malheureusement, il n'inséra ce paragraphe dans son plan de travail que pour soulever la question du prétendu emploi de l'arme bactérienne en Corée.

26. Sir Gladwyn Jebb se réfère ensuite à un certain nombre de propositions qui, loin d'être conçues comme des ultimatums, ne visaient qu'à faciliter la discussion. C'est ainsi que le document de travail des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni, contenant des propositions pour la limitation numérique de toutes les forces armées — propositions reproduites dans la partie IV, section B, du deuxième rapport de la Commission du désarmement (DC/20) adressé au Secrétaire général sous la cote A/2226 — reposait sur l'idée qu'en matière de désarmement les effectifs jouaient un rôle important. D'autre part, on n'avait pas cherché à établir tout de suite une règle mathématique, espérant que ce travail serait jugé sur ses mérites et que peut-être la discussion et la présentation d'amendements permettraient de préciser la question. Or, l'Union soviétique se plaignit que l'on ne traitât point des armes atomiques, ce qui n'était nullement le but visé, puis cette délégation objecta que le document ne précisait pas que l'on avait en vue les forces aériennes et navales aussi bien que les forces terrestres. Ayant reçu tous éclaircissements sur ce point, l'Union soviétique déclara que ce projet ne comportait pas de réduction des effectifs actuels, alors qu'en réalité il eût abouti à une réduction qui eût été respectivement de 50 pour 100 et de 40 pour 100 des effectifs des Etats-Unis et de l'Union soviétique, si l'on se fonde, d'une part, sur le chiffre de 3.500.000 hommes avancé par l'Union soviétique elle-même et, d'autre part, sur ce que M. Malik avait laissé entendre à mots couverts en ce qui concerne les forces armées de l'Union soviétique. En fait, il s'agissait d'une réduction supérieure à celle d'un tiers que prévoyait le plan soviétique. Par malheur, l'Union soviétique n'a jamais mis en pratique ses déclarations pacifiques en coopérant au travail de la Commission du désarmement. Il serait donc grand temps que l'Union soviétique, dont le Premier Ministre, M. Malenkov, a annoncé le désir de l'Union soviétique de résoudre pacifiquement tous les problèmes internationaux, se mît enfin en devoir de passer de la propagande aux actes.

27. La délégation du Royaume-Uni, se joignant à la plupart des membres de la Commission du désarmement, a présenté le projet de résolution des quatorze Puissances qui devrait pouvoir bénéficier d'une approbation quasi unanime. En effet, malgré les déceptions de l'an passé, il est impossible d'abandonner tout espoir d'obtenir un jour le concours de l'Union soviétique qui permettrait de surmonter bien des obstacles.

28. M. KYROU (Grèce) déclare que, à la suite des travaux de la Commission du désarmement, la situation a au moins le mérite d'être claire: le désarmement ne saurait être unilatéral et, faute d'un contrôle, faute de reposer sur les principes de la divulgation et de la vérification, il pourrait être nocif, en exposant à une agression les Etats pacifiques et en déchaînant la guerre au lieu de l'éviter. Quant au désarmement véritable,

il ne saurait résulter que d'accords internationaux conclus en dehors de tout esprit de propagande et de polémique.

29. A la suite de l'adoption de la résolution 502 (VI), onze des douze membres de la Commission se sont efforcés de s'acquitter de leur mandat. En particulier, les trois grandes Puissances occidentales ont prodigué leurs efforts; mais, malgré le concours de huit autres membres de la Commission, ils n'ont pu amener M. Malik ni à discuter sérieusement leurs propositions ni à présenter des suggestions constructives. Comme l'a si bien dit le représentant de la Belgique, M. Malik s'est refusé à fournir toute explication ou réponse relative à cette proposition "fantôme" tant de fois rejetée par les Nations Unies à une majorité écrasante, préférant malheureusement faire de la propagande et proférer des calomnies. Si donc les dirigeants actuels de l'Union soviétique veulent prouver leur sincérité, il leur appartient de permettre à la Commission du désarmement de sortir de l'impasse où l'a conduite l'obstruction de l'Union soviétique.

30. Toutefois, le travail de la Commission a permis de dégager les responsabilités et il doit se poursuivre dans la patience et la fermeté. C'est dans cet esprit que la Grèce présente avec un certain nombre d'autres délégations le projet de résolution des quatorze Puissances dont il serait à souhaiter que l'Union soviétique décidât de recommander l'adoption.

31. M. ZORINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle qu'à la 577ème séance, le représentant des Etats-Unis a présenté un tableau du travail de la Commission du désarmement absolument contraire aux faits; en réalité, l'Union soviétique a présenté des propositions constructives pour la réduction des armements et l'interdiction de l'arme atomique et ce sont les Etats-Unis qui, bien loin d'être partisans du désarmement, ont la responsabilité de l'échec de la Commission.

32. En ce qui concerne les calomnies habituelles de la délégation des Etats-Unis contre l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire, toute l'histoire de ces dernières sessions montre que l'Union soviétique a toujours affirmé les principes de la réglementation et de la réduction des armements, de l'interdiction de l'arme atomique sous contrôle international et qu'elle a fait des propositions suivies en ce sens tant à l'Assemblée générale et dans ses Commissions qu'au Conseil de sécurité. C'est qu'en effet l'Union soviétique a toujours été animée du souci de la paix pour laquelle elle n'a pas cessé de lutter. Le 9 mars dernier, M. Malenkov déclarait que son pays voulait avant tout éviter une nouvelle guerre et vivre en paix avec tous les autres. Le 15 mars, au Présidium du Conseil suprême de l'Union soviétique, M. Malenkov déclarait que tous les Etats qui désirent le maintien de la paix peuvent être assurés, aujourd'hui et dans l'avenir, de la politique constamment pacifique de l'Union soviétique. Cette volonté de ne pas permettre une nouvelle guerre mondiale est d'ailleurs partagée par le peuple soviétique tout entier, de même d'ailleurs que par tous les autres peuples, le peuple américain compris. Par contre, la politique du Gouvernement des Etats-Unis, politique de la course aux armements et des situations de force, est en contradiction formelle avec la déclaration de M. Gross suivant laquelle le désarmement constituerait la meilleure garantie contre l'agression.

33. Les questions posées par M. Gross (577ème séance) sont, d'autre part, un simple artifice, puisque, au sein même de l'Organisation des Nations Unies, les propositions concrètes de l'Union soviétique ont été présentées et examinées. Par malheur, elles ont toujours rencontré l'opposition des Etats-Unis et d'un certain nombre d'autres délégations. Néanmoins, l'Union soviétique continuera à rechercher, au sein des différents organes des Nations Unies, et en particulier de la Commission du désarmement, la solution de ce problème par la réduction des armements et l'interdiction de l'arme atomique et des armes de destruction massive.

34. Le représentant des Etats-Unis a également présenté certaines remarques relatives au travail de la Commission du désarmement et à l'attitude de ses différents membres. En vue de rétablir les faits, il convient donc de rappeler que deux méthodes ont été préconisées à la Commission du désarmement: l'Union soviétique a continué comme précédemment de réclamer une décision immédiate relative, d'une part, à l'interdiction inconditionnelle de l'arme atomique et de toutes les autres armes de destruction massive, ainsi qu'à l'établissement d'un contrôle international rigoureux, et, d'autre part, à la réduction d'un tiers, dans un délai d'un an, des armements et des forces armées des cinq grandes Puissances. Par la suite, l'Union soviétique a accepté que l'interdiction de l'arme atomique et l'établissement du contrôle international soit simultanés et que tous les Etats fournissent, dans un délai d'un mois après l'adoption des décisions précédemment indiquées, des renseignements officiels complets sur l'état de leurs armements et de leurs forces armées, y compris des renseignements touchant l'arme atomique et les bases militaires établies sur des territoires étrangers. Les propositions de l'Union soviétique, que l'Assemblée générale a renvoyées à la Commission du désarmement, prévoyaient également que l'on soumettrait au Conseil de sécurité un projet de convention tendant à assurer l'exécution des décisions sur l'interdiction de l'arme atomique, la cessation de sa production et la mise en place du système de contrôle international. Ainsi qu'il est dit dans la partie II, section A, du deuxième rapport de la Commission, elles prévoyaient également la création dans le cadre du Conseil de sécurité d'un organe international de contrôle qui serait compétent pour procéder à des inspections continues, "sans avoir le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats". L'Union soviétique proposait également la convocation d'une conférence internationale chargée d'étudier des mesures pratiques relatives à l'interdiction de l'arme atomique et à la mise en œuvre du contrôle international de cette interdiction.

35. Déjà à la sixième session, l'Union soviétique avait insisté pour l'adoption de ses propositions claires et concrètes, conformes aux vœux des peuples soucieux d'éviter la guerre. Cependant, les trois Puissances occidentales se sont opposées à un examen détaillé du plan de l'Union soviétique et ont exigé son renvoi à la Commission du désarmement, tout en insistant pour l'adoption d'une proposition tendant à réunir des renseignements sur l'état des armements. Dès la sixième session, l'Union soviétique avait signalé que le plan des trois Puissances n'était pas de nature à faciliter une solution positive du problème de la réduction des forces armées et de l'interdiction de l'arme atomique et n'était destiné en réalité qu'à dissimuler l'état actuel des

armements des Puissances occidentales et à favoriser la course aux armements.

36. Contrairement aux déclarations faites à la sixième session par les Etats-Unis et le Royaume-Uni sur la possibilité d'une solution du problème sur la base de leur plan, le deuxième rapport de la Commission du désarmement révèle que les trois Puissances, et spécialement les Etats-Unis, ont saboté l'œuvre de la Commission et déçu l'espoir des défenseurs de la paix. En effet, le plan de travail proposé par les Etats-Unis et exposé dans la partie II, section A, du rapport, ne visait qu'à détourner la Commission de sa tâche réelle en mettant l'accent sur la question de la divulgation et de la vérification au lieu de présenter un plan relatif à l'interdiction de l'arme atomique et à la réduction des armements.

37. Le représentant de l'Union soviétique à la Commission du désarmement présenta alors un plan de travail sur les bases précédemment indiquées. Ce plan, exposé dans la même section du rapport, comportait également des propositions relatives à l'examen par la Commission de l'interdiction du recours à l'arme bactérienne; il prévoyait, en outre, l'élaboration, en vue de le soumettre à l'examen du Conseil de sécurité, d'un projet de convention et l'élaboration d'une décision relative à la création, dans le cadre du Conseil de sécurité, d'un organe de contrôle international.

38. Les trois Puissances occidentales s'opposèrent alors au plan de l'Union soviétique afin de détourner la Commission de sa tâche véritable et le représentant de la France présentait, comme s'il s'agissait d'un plan français, l'ancien plan des Etats-Unis relatif à la divulgation et à la vérification de tous les armements. Ce plan, également exposé dans la partie II, section A, du rapport, s'abstenait de parler de l'interdiction de l'arme atomique et prévoyait seulement la réduction "équilibrée" de tous les autres armements. En somme, ce plan n'offrait aucune possibilité concrète et révélait seulement l'intention bien arrêtée de détourner de sa mission un organisme chargé d'étudier l'interdiction de l'arme atomique et un désarmement effectif avec un contrôle international. La suite des événements confirmait d'ailleurs le fait que la Commission ne se souciait nullement d'étudier les propositions concrètes sur ces trois derniers points.

39. En ce qui concerne le contrôle international de l'interdiction de l'arme atomique, M. Gross, à la 577ème séance, a recouru une fois de plus à un procédé déloyal en prétendant que l'Union soviétique se refusait à fournir des explications sur ses propositions. Cela est faux car, dès le mois de juin 1947, le représentant de l'Union soviétique à la Commission de l'énergie atomique soumettait une proposition¹ dont le premier point avait trait à un strict contrôle international de toutes les entreprises travaillant à la production de matières premières atomiques ou à leur transformation. Le plan, très détaillé, prévoyait l'établissement d'une commission internationale qui aurait des inspecteurs et qui se livrerait à des vérifications de la comptabilité et des opérations des entreprises. Des règles très strictes étaient prévues en matière de contrôle technique. La commission devait participer également à l'élaboration de directives relatives à la production atomique, recueillir des renseignements et, lorsqu'elle aurait eu

des soupçons, procéder à des inspections spéciales. Telles étaient les mesures proposées par l'Union soviétique et qui figurent au troisième rapport de la Commission de l'énergie atomique (AEC/31/Rev.1). Enfin, à la sixième session de l'Assemblée générale, l'Union soviétique présentait des propositions additionnelles relatives au contrôle international de l'énergie atomique (A/C.1/698). Elle acceptait que l'interdiction de l'arme atomique et l'établissement du contrôle soient simultanés. Enfin, l'organe de contrôle devait avoir le droit d'inspection d'une manière continue, sans s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats.

40. Il est assez surprenant, dans ces conditions, que M. Gross ait pu prétendre que les propositions de l'URSS étaient vagues et que l'Union soviétique avait refusé de s'expliquer à leur sujet. D'autre part, M. Gross a parlé d'un veto de l'Union soviétique en matière d'inspection, alors que l'Union soviétique a déjà déclaré qu'il n'y avait pas lieu de parler du veto à propos du fonctionnement de l'organe de contrôle, puisque celui-ci serait distinct du Conseil de sécurité. Il s'agit là d'une déformation des faits destinée à tromper l'opinion publique sur les responsabilités américaines dans l'échec de la Commission du désarmement.

41. En effet, après l'adoption du plan de travail défectueux proposé par les Etats-Unis, et que la France avait remanié pour tenter de dissimuler son identité réelle, la Commission, malgré une apparence d'activité, ne se souciait nullement d'étudier des propositions concrètes quelles qu'elles fussent, mais préférait se consacrer à des débats stériles sur des généralités ou sur la divulgation et la vérification des renseignements. Dès le 5 avril 1952, le document de travail présenté par les Etats-Unis parlait d'une divulgation progressive, "par étapes", chaque étape devant être entièrement terminée avant que la suivante puisse commencer. La question était de savoir qui se prononcerait sur le point de savoir si une étape était effectivement terminée. En d'autres termes, les auteurs de ce projet cherchaient à obtenir des renseignements sur les armements de certains pays, tandis que la divulgation des faits relatifs aux armes atomiques serait renvoyée à la dernière étape, c'est-à-dire qu'elle pourrait n'avoir jamais lieu si l'on prétendait que l'étape précédente n'était pas terminée. Tel est le plan auquel s'est associé le représentant des Pays-Bas.

42. Le représentant de l'Union soviétique, pour sa part, ne pouvait évidemment se rallier à ces plans auxquels il opposait des mesures concrètes relatives à l'interdiction de l'arme atomique et à la réduction des armements. En réponse aux questions posées par l'Union soviétique sur la durée des cinq étapes, le représentant des Etats-Unis commença par dire qu'il n'était pas en mesure de prévoir combien de temps elle durerait, puis il indiqua qu'elle prendrait peut-être deux ans. C'était avouer que les Etats-Unis avaient besoin du temps nécessaire pour exécuter leur programme de réarmement, et que le système des étapes était conçu pour leur permettre de créer une "situation de force", pour employer le terme dont le représentant des Etats-Unis a fait usage à la séance précédente. Dans ces conditions, le représentant de l'Union soviétique déclara à la Commission que les Etats-Unis cherchaient à obtenir des renseignements sur les armements de certains pays tout en gardant le secret sur leurs propres armes atomiques. L'Union soviétique devait donc s'opposer à un plan qui ne reposait

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels de la Commission de l'énergie atomique, deuxième année, No 2.*

nullement sur l'interdiction de l'arme atomique et la réduction des armements et qui était de nature, conformément au désir des Etats-Unis, à empêcher tout progrès réel.

43. A la suite de ces critiques, le représentant de la France a recouru à une manœuvre tendant à ramener le nombre des étapes de cinq à trois. Puis, les Etats-Unis soumièrent une proposition exposée dans la partie III, section C, du rapport de la Commission, relative aux "principes essentiels d'un programme de désarmement". En dehors des dispositions déjà contenues dans la résolution 41 (I) de l'Assemblée générale de 1946, cette proposition se bornait à signaler la nécessité de conclure des accords internationaux permettant d'arriver à certains niveaux maximums déterminés. Certaines "garanties efficaces" étaient prévues, de même qu'un "système efficace de divulgation et de vérification progressives". Ainsi, on recourait de nouveau à un système tendant à camoufler l'intention bien arrêtée de ne rien faire en matière d'interdiction de l'arme atomique et de réduction effective des armements. D'ailleurs, la réponse du représentant des Etats-Unis à certaines questions de l'Union soviétique confirmait l'intention des Etats-Unis de donner la priorité à la question de la divulgation et de la vérification. Autrement dit, la position des Etats-Unis n'avait nullement changé et la tentative faite pour présenter les "principes essentiels" comme la base d'un programme nouveau était vouée à l'échec, puisqu'elle ne visait, une fois de plus, qu'à substituer de vagues déclarations sans portée obligatoire à des décisions concrètes et conformes au mandat réel de la Commission. D'ailleurs, les Etats-Unis soulignaient eux-mêmes qu'une décision sur les "principes essentiels" ne saurait établir à la charge des Etats une obligation morale juridique de désarmer s'ils n'étaient pas protégés par des garanties effectives contre des violations ou des subterfuges éventuels.

44. Sir Gladwyn Jebb s'est référé à la proposition faite, le 28 mai 1952, par les trois Puissances occidentales sur une limitation numérique de toutes les forces armées sur la base notamment d'un certain nombre de facteurs d'ordre démographique, géographique, politique et économique, ainsi que des responsabilités découlant de la Charte. Sans doute le représentant du Royaume-Uni avait-il prétendu que cette formule pouvait permettre d'aboutir à une solution concrète par des limitations quantitatives coordonnées des forces armées des autres Etats, en fonction des plafonds fixés pour les cinq grandes Puissances, car il cherchait à créer l'impression que l'on se trouvait enfin en présence du plan concret de réduction à laquelle se livraient les Puissances du bloc nord-atlantique. Toutefois, lorsque le représentant de l'Union soviétique demanda si ce plan prévoyait l'interdiction de l'arme atomique et la réduction des forces armées et des armements, le représentant du Royaume-Uni répondit qu'en cette matière la Commission ne pouvait que formuler des recommandations, non prendre des décisions sur des questions qui, disait-il, n'avaient pas encore été étudiées. Par la suite, les trois Puissances ont admis ce que sir Gladwyn Jebb a confirmé, à savoir que leurs propositions ne portaient que sur la limitation quantitative des forces armées, cependant qu'on ne disait rien de l'interdiction de l'arme atomique. A la 12ème séance de la Commission du désarmement, le représentant des Etats-Unis a déclaré qu'il ne

s'agissait là que d'une partie du problème, reconnaissant implicitement qu'il n'était pas traité de l'interdiction des armes atomiques. De plus, il ne pouvait apporter aucune réponse satisfaisante à une question du représentant de l'Union soviétique lui demandant pourquoi on ne parlait pas de la réduction des forces navales et aériennes qui sont l'élément le plus important des forces armées américaines et britanniques. Enfin, les propositions des trois Puissances ne prévoyaient aucune méthode de réduction des forces armées et permettaient, dans le cas du Royaume-Uni ou de la France, des les maintenir à leur niveau actuel ou même de les accroître.

45. Le représentant de l'Union soviétique ayant indiqué que, si les Puissances occidentales acceptaient que l'on prit des décisions concrètes sur une réduction — ne fût-ce que d'un tiers — des forces armées, ainsi que sur l'interdiction de l'arme atomique et sur le contrôle, il ne verrait pas d'objection à un accord sur des plafonds numériques. Cette déclaration est restée sans réponse. Ainsi, il ne s'agissait que de maintenir les armements existants, en particulier les forces navales et aériennes.

46. L'insuffisance de ce plan ayant été démontrée, les trois Puissances présentèrent le 12 août 1952 un supplément, reproduit dans la partie IV, section C, du rapport, relatif aux dispositions qui devraient nécessairement figurer dans tout accord de limitation numérique. On prévoyait notamment l'élaboration de certains programmes, sous les auspices de la Commission du désarmement, et la réunion d'une conférence des cinq grandes Puissances, suivie de conférences régionales auxquelles participeraient tous les gouvernements disposant de forces armées importantes. Aux termes de cette procédure, on prévoyait la coordination des réductions et des éliminations, la production des armes atomiques ne cessant qu'une fois que les réductions des forces armées et des armements seraient accomplies. Répondant au représentant du Chili, le représentant de la France expliquait que la Commission du désarmement coordonnerait les décisions des conférences régionales et de la conférence des cinq Puissances, après quoi l'ensemble du plan serait renvoyé à une conférence mondiale qui, toutefois, n'aurait pas à connaître de l'interdiction de l'arme atomique. C'est en effet de cette question, en même temps que de la réduction des armements, qu'il s'agissait de détourner l'attention de la Commission.

47. Si l'on songe que les Etats-Unis ont des bases et des forces dans toutes les régions, les conférences régionales auraient abouti à des solutions dictées par eux et à une intensification de la course aux armements. D'ailleurs, seuls les représentants des grandes Puissances ont pris position sur ce plan, ainsi que celui du Canada qui a brièvement déclaré l'appuyer. Tels ont été les prétendus efforts positifs et constructifs de la Commission.

48. Un autre exemple de l'attitude des Etats-Unis a trait à l'interdiction de l'arme bactérienne, proposée en mars 1952 au cours de la 3ème séance de la Commission. Les Etats-Unis, soucieux de conserver toutes les armes de destruction massive, se sont opposés à cette proposition qui les eût empêchés d'employer cette arme, notamment en Corée et en Chine. De même, les deux autres grandes Puissances occidentales ont soutenu que la Commission n'était pas compétente pour étudier la proposition de l'Union soviétique sur la guerre bactérienne et, avec l'aide de certains autres gouvernements qui n'ont pas hésité à couvrir des violations

de la Convention de Genève de 1925, ces Puissances ont obtenu que la Commission interdise à tous ses membres de formuler des accusations relatives à la guerre bactérienne et d'examiner les documents concernant cette question.

49. Toutefois, l'opinion publique mondiale s'étant indignée des méthodes américaines en Corée, et le représentant de l'Union soviétique ayant, le 18 juin 1952, soulevé la question de la ratification de la Convention de Genève par tous les Etats, les Etats-Unis, se sentant isolés, devaient recourir à une manœuvre embarrassante: le renvoi de la proposition de l'Union soviétique à la Commission du désarmement, à laquelle, au mois de mars, la délégation des Etats-Unis avait interdit l'examen de la question. C'est que l'enquête en Corée d'une commission impartiale avait démontré l'emploi de l'arme bactérienne et que les Etats-Unis se voyaient contraints d'apporter, le 15 août 1952, un essai de réponse à ces accusations. De même, la Conférence internationale de la Croix-Rouge avait adopté un vœu relatif à la signature ou à la ratification de la Convention par tous les Etats.

50. Néanmoins, les Etats-Unis ont soutenu que, faute de certaines garanties, ils ne pouvaient s'engager à ne pas avoir recours à certaines armes. Que deviennent alors les déclarations des Etats-Unis sur leur intention de se conformer aux obligations de la Charte et de s'abstenir de recourir à la force pour des buts contraires à la Charte? Le 15 août², le représentant des Etats-Unis déclarait que, lorsque des hommes tombaient, il était difficile de réglementer les méthodes de guerre. Aussi, le représentant de l'Union soviétique ayant proposé à la Commission d'aborder la question de l'arme bactérienne, le représentant des Etats-Unis démasquait ses batteries en s'opposant à cette proposition.

51. En fin de compte, les Etats-Unis ont empêché la Commission de prendre des décisions concrètes sur l'interdiction de l'arme atomique et la réduction des armements; avec l'aide des délégations qui les suivent, ils ont amené la Commission à se perdre en discussions sur la divulgation et la vérification des renseignements dans le seul but de masquer leur réarmement.

52. Sans doute les représentants des Puissances ont-ils fait toutes sortes de déclarations hypocrites en vue de se disculper. Au début de la session, M. Acheson a déclaré que les Etats-Unis souhaitaient le désarmement et que des négociations permettraient une réduction des forces armées. M. Eden indiquait, à la 393ème séance plénière, le 11 novembre 1952, que son gouvernement accorderait son plein appui à la Commission. Par malheur, M. Acheson posait toute une série de conditions relatives à des garanties effectives: pour éviter d'aboutir à une disproportion entre les différents pays, les Puissances occidentales devaient continuer pour le moment à réarmer. Ce sont là les thèses déjà soutenues à la Commission des armements de type classique. Mais, en fait, la réduction des armements et l'interdiction de l'arme atomique ne constituent-elles pas la meilleure garantie de la paix?

53. Le représentant des Etats-Unis à la Commission du désarmement a déclaré pourtant que le monde libre devait accroître sa puissance militaire. Dans un rapport au Président des Etats-Unis, M. Lovett signalait que les Etats-Unis avaient en deux ans augmenté leurs

forces armées de plus de 2 millions d'hommes et développé leur industrie de guerre. Il ressort de ce même document que, depuis la guerre de Corée, le Secrétariat à la guerre s'est vu octroyer 156 milliards 600 millions de dollars de crédit, sans parler des effectifs qui luttent dans la guerre criminelle de Corée. C'est là un fardeau très lourd pour le peuple américain, M. Lovett l'a reconnu: impôts supplémentaires, augmentation du coût de la vie, pertes en vies humaines pour un combat qui se déroule si loin des Etats-Unis.

54. Malgré les protestations de l'opinion publique, la nouvelle administration continue la course aux armements. Mais dans le Royaume-Uni, M. Churchill a dû, le 5 décembre 1952, avouer que le ralentissement du programme britannique de réarmement était dû aux difficultés économiques. Il ajoutait toutefois que le réarmement demeurerait le point essentiel de la politique du bloc de l'Atlantique nord.

55. Au moment de la visite de M. Dulles dans le Royaume-Uni, la presse britannique a protesté contre la pression exercée par les Etats-Unis. Cependant, le budget du Royaume-Uni de 1953 représente un accroissement de près de 400 millions de dollars sur l'année précédente. Le Gouvernement français, de son côté, a fait adopter un budget militaire de plus de 4 milliards de dollars, ce qui ne fait que renforcer la résistance populaire. En Norvège et au Danemark, les charges militaires constituent respectivement 40 pour 100 et 30 pour 100 du budget et le mécontentement augmente, comme l'a observé notamment Mme St. George. Dans une déclaration au Congrès, elle reconnaissait en effet que beaucoup d'Européens considéraient les Américains comme des fauteurs de guerre ou tout au moins comme des enfants qui jouent avec le feu.

56. A la Commission du désarmement, le représentant des Etats-Unis avait prétendu que son pays voulait éliminer l'arme atomique. Or, le chef d'état-major, le général Collins, déclarait récemment que l'arme atomique permettrait d'atteindre les objectifs avec des effectifs réduits. Le général Bradley n'avait-il pas déclaré, dès 1950, que la bombe atomique était destinée à devenir l'un des armements de type classique?

57. Non seulement dans le peuple, mais dans certains cercles intellectuels, cette politique rencontre une opposition de plus en plus forte. Dans le *Bulletin of Atomic Scientists*, M. Halpern déclarait que la bombe à l'hydrogène ne saurait créer qu'une fausse sécurité, alors que la sécurité véritable suppose des études concrètes destinées à l'édification de la paix. Comme l'opinion publique le comprend de mieux en mieux, la course aux armements à laquelle se livre le bloc de l'Atlantique nord constitue une menace à la paix. Sans doute les trois Puissances occidentales prétendent-elles qu'elle leur est imposée par la menace communiste. Mais qui construit des bases à des milliers de kilomètres des Etats-Unis? Qui envoie ses forces en des points du globe où la sécurité des Etats-Unis n'est nullement menacée?

58. Des visiteurs américains ont dû reconnaître que dans plusieurs pays européens on n'avait pas le sentiment de cette prétendue menace qui est à la base de la politique américaine. L'an dernier, à la Chambre des représentants, M. Jonas indiquait que le général Gruenther ne croyait pas que l'Union soviétique commençât la guerre ni maintenant ni dans l'avenir. N'est-ce pas avouer que les prétendues menaces de

² Voir les *Procès-verbaux officiels de la Commission du désarmement*, 19ème séance.

l'Union soviétique sont tout simplement un prétexte pour la course aux armements?

59. Si en effet cette course aux armements était imposée aux Etats-Unis, comme ils le prétendent, pourquoi rejeter les propositions de l'Union soviétique et d'autres nations pacifiques relatives à l'interdiction de l'arme atomique, à la réduction d'un tiers des forces armées des grandes Puissances, à un contrôle strict de l'énergie atomique? Pourquoi persécuter les véritables défenseurs de la paix? Or, tant les déclarations des Etats-Unis que le projet de résolution des quatorze Puissances montrent que les Etats-Unis et un certain nombre d'autres pays continuent à s'opposer à des mesures dont tout véritable ami de la paix devrait être partisan.

60. La délégation de l'Union soviétique avait déjà, à la sixième session, soumis des propositions dans ce sens. Malheureusement, la Commission du désarmement, à laquelle elles furent transmises, a failli à sa tâche. Toutefois, elle peut et elle doit s'acquitter de ses responsabilités dans l'intérêt de la paix et de la sécurité de tous les peuples.

61. M. Zorine donne lecture du projet de résolution présenté par l'Union soviétique (A/C.1/L.31) et termine en exprimant l'espoir que la Première Commission satisfasse aux aspirations des peuples soucieux du maintien de la paix, de la conclusion d'un armistice

en Corée, de la cessation de la course aux armements et de l'élimination de la menace d'une nouvelle guerre.

62. M. HOPPENOT (France) rappelle qu'il a toujours été d'usage de ne pas faire coïncider les réunions du Conseil de sécurité avec celles des Commissions politiques et de l'Assemblée générale. De plus, les délégués au Conseil de sécurité sont en même temps les représentants de leur pays à la Commission du désarmement et, à ce titre, ils sont intéressés aux débats actuels de la Première Commission. Puisque le Conseil de sécurité doit se réunir dans l'après-midi, la délégation française propose donc que la prochaine réunion de la Première Commission ait lieu le 20 mars à 10 h. 30.

63. Le PRESIDENT fait remarquer que, si la Première Commission veut en terminer avec son ordre du jour dans la première semaine d'avril, elle doit autant que possible ne pas annuler des séances prévues. Il annonce qu'il reste cinq orateurs inscrits sur la question du désarmement.

64. Le Président indique qu'il mettra toutefois aux voix la proposition de la délégation française de tenir la prochaine séance de la Première Commission le 20 mars à 10 h. 30.

Par 28 voix contre 17, avec 11 abstentions, la proposition est adoptée.

La séance est levée à 13 h. 45.